



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 décembre 2021**



Table des matières

Mission inclusion	3
Mission inclusion en campagne de financement	4
SagaCité – 2021-12-07.....	4
Champs d’action au Québec	6
La Tablée des Chefs pour éduquer les jeunes de la région en cuisine	7
Le Quotidien – 2021-12-05	7
Longueuil: déploiement du projet policier RÉSO pour aider les plus vulnérables	9
Le Nouvelliste – 2021-12-08	9
Remplir des sacs à mains de produits hygiéniques pour les femmes en situation d’itinérance	10
Métro – 2021-12-08	10
De piquerie à maison de chambres	12
La Presse – 2021-12-10	12
Étendre le programme Revenu de base : la dignité à l’année svp!	15
Le Journal de Montréal – 2021-12-10	15
Quand la rue nous guette, il y a « l’équipe »...	17
Le Nouvelliste – 2021-12-12	17
L’organisme Transit Sept-Îles inaugure un réfrigérateur public	20
Radio-Canada – 2021-12-13.....	20
Une collecte de vêtements pour réchauffer ceux qui en ont besoin	21
L’Action – 2021-11-13.....	21
Champs d’action à l’international	23
Afrique de l’Ouest et centrale : 38 millions de personnes menacées par la faim, l’ONU appelle à agir dès maintenant	24
Nations Unies – 2021-12-07	24
Éthiopie L’ONU suspend des distributions de nourriture	27
La Presse – 2021-12-08	27
SMEDAN empowers 160 women in Agric-business in Niger	28
The Nation – 2021-12-12	28
Crever de faim en 2021... vraiment?	29
Le Journal de Montréal – 2021-12-13	29
Actualité à surveiller	31
Centraide lance son Cercle des donateurs majeurs	32
L’info du Nord – 2021-12-01 – p. 21.....	32



Mission inclusion



Mission inclusion en campagne de financement

SagaCité – 2021-12-07

Par: Martin Laruelle

<https://sagacite.ca/2021/11/mission-inclusion-en-campagne-de-financement/>

La directrice développement et communications de **Mission inclusion**, Isabelle Morin, explique, « On travaille sur plusieurs enjeux avec des bénéficiaires différents, car on a des expertises autant sur l'itinérance des jeunes et des moins jeunes. On travaille aussi en sécurité alimentaire, sur l'isolement des aînés, on travaille en coopération internationale pour soutenir des femmes, le droit des femmes, le droit des enfants. »

L'argent récolté durant cette période de levée de fond sera ensuite redistribué aux organismes afin de financer leurs projets. « On a des demandes de nos organismes communautaires, et c'est en fonction de leurs demandes que l'on va redistribuer l'argent, explique Isabelle Morin. (...) Les projets peuvent être soit en prévention d'itinérance, en situation d'itinérance, ou en post-hébergement. »

Les projets et les organismes représentent tout le territoire québécois, et les initiatives peuvent être récentes comme anciennes.

Pour montrer l'importance de chaque don, petit comme grand, Mission inclusion a partagé une grille sur leur site internet avec une signification pour chaque montant de don.

« On indique toujours à quoi correspond chaque montant de don, explique Isabelle Morin. C'est important que les personnes comprennent à quel point elles peuvent aider, même en donnant un petit montant. »

Avec chaque don, il est possible d'aider beaucoup de personnes dans le besoin, « On peut offrir un atelier pour se prendre en main, offrir un hébergement d'une journée, etc. »

Isabelle Morin, explique aussi l'importance du Post-Hébergement, à travers des ateliers, des suivis et de l'accompagnement individuel ou de groupe. « Dès que les personnes en situation d'itinérance reviennent dans leur appartement, explique-t-elle. C'est important de continuer à les accompagner pour éviter la récurrence, et se retrouver à nouveau dans la rue. »

La campagne de financement se déroule chaque année entre le mois de novembre et décembre. « Pourquoi on a décidé de le faire à ce moment-là, questionne Isabelle Morin. C'est parce qu'il commence à faire plus froid, puis on commence à voir plus de personnes dans la rue. Durant l'été, on les distingue moins, mais ils sont bien présents. Donc ça suscite plus de réactions de la part des donateurs, et c'est le meilleur moment.



Selon Isabelle Morin, les canadiens sont plus généreux durant les périodes de fêtes, à l'approche d'une période de consommation, "On a le sentiment de vouloir aider les autres".

Toutefois, elle précise que la campagne de novembre/décembre est axée sur l'itinérance, mais qu'il est possible de réaliser des dons sur le reste de l'année, "Les gens peuvent faire des dons sur notre site web, on accueille toutes les contributions. (...) Puis l'argent qu'on amasse va nous aider à financer des projets durant l'année suivante."

Chacun peut aider à la lutte contre l'itinérance en offrant sa contribution à d'autres organismes, "Nous sommes une Fondation, donc ce sont les dons qui passent par notre organisation, explique Isabelle Morin. Mais plus largement, il existe aussi des organismes communautaires où on peut aller faire du bénévolat, il y a plusieurs organismes qui offrent des cuisines collectives qui n'ont besoin de personne. Il y a des collectes de linges, mais nous n'en faisons pas à Mission inclusion."

Et finalement, elle précise aussi que chacun peut réaliser des collectes au nom de Mission inclusion. Après avoir fait demande à la fondation, l'équipe de cette dernière vous aidera à créer un formulaire de collecte de fonds et vous offrira une aide en communication.

"On a une dame qui est venue nous voir pour venir nous aider, explique Isabelle Morin. On lui a demandé de créer une collecte de fonds pour Mission inclusion, donc elle collecte dans son entourage des fonds pour notre organisme. La dame dont je vous parle, les premières années ça se comptait en centaine de dollars, puis ça fait 6 ans qu'elle collecte pour nous et maintenant elle fait 15 000 dollars par année. »

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



La Tablée des Chefs pour éduquer les jeunes de la région en cuisine

Le Quotidien – 2021-12-05

Par : Marc-Antoine Côté

<https://www.lequotidien.com/2021/12/06/la-tablee-des-chefs-pour-eduquer-les-jeunes-de-la-region-en-cuisine-e07ee770ef1b87bc14cd63aef2e1448d>

Alors que les besoins en aide alimentaire sont grandissants à travers le Québec, le rôle d'organismes comme la Tablée des Chefs devient essentiel. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est notamment une douzaine d'écoles secondaires qui participent cette année au programme des Brigades Culinaires, à travers lequel les jeunes sont amenés à développer leur autonomie alimentaire.

Au total, plus de 250 élèves de la région prennent part à cette initiative, soit une vingtaine par établissement. Ils sont amenés à former de petits groupes et à se mesurer entre eux, voire même à compétitionner face à d'autres écoles.

«Un peu comme le fait le RSEQ avec les sports étudiants et d'équipe, nous, on monte des brigades de jeunes qui deviennent des ambassadeurs alimentaires dans leur école. Au lieu de devenir capitaine de l'équipe de basket, ils vont devenir chef de leur brigade», image Jean-François Archambault, directeur général et fondateur de la Tablée des Chefs.

Offrant d'abord le programme aux établissements dont les indices de défavorisation sont les plus élevés, l'organisme tente de le rendre «accessible à tous les jeunes». Jean-François Archambault et son équipe sont sur la bonne voie, étant déjà présents dans plus d'une école secondaire sur deux au Québec.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le programme est déployé cette année à l'École secondaire des Grandes-Marées, à l'École secondaire Charles-Gravel, à l'École secondaire de l'Odyssée Lafontaine, à la Polyvalente Arvida, à la Polyvalente Jonquière, à l'École secondaire Kénogami, à la Polyvalente de Normandin, à la Polyvalente Jean-Dolbeau, à l'École secondaire des Chutes, à l'École secondaire Curé-Hébert, à l'École Jean-Gauthier et au Pavillon Wilbrod-Dufour.

Le suivi en recherche effectué par l'Université de Montréal permet d'ailleurs d'en mesurer l'impact sur les jeunes. «On fait des sondages avant et après les ateliers, et on voit tout de suite certains indicateurs qui nous disent que les jeunes cuisinent davantage, qu'ils vont s'intéresser davantage à la maison aux moments des repas. Les parents nous le disent aussi», annonce Jean-François Archambault.

Entre autres activités, les participants des 215 écoles de la province cuisineront en février une casserole mexicaine dont ils distribueront les portions à l'organisme communautaire de leur choix, dans leur communauté.

La Tablée des Chefs mobilise d'autre part plusieurs chefs au Québec et au Canada afin de récupérer les surplus alimentaires dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des services alimentaires. Que ce soit par exemple au Centre Bell, après les matchs des Canadiens, à Toronto, après ceux des Raptors et des Maple Leafs, ou même à Vancouver, après ceux des Canucks, la nourriture qui serait autrement envoyée à la poubelle est redirigée vers des organismes



alimentaires. Dans la région, les surplus de la cafétéria d'Hydro-Québec, à Péribonka, sont envoyés depuis 2019 à la Coopérative de solidarité Nihilupan Nitshinatsh, à Mashteuiatsh.

Pendant la pandémie, lorsque la plupart des activités ont été interrompues, Les Cuisines Solidaires ont pris la relève. Des cuisiniers sont retournés «aux fourneaux» pour préparer plus de 3,5 millions de repas qui ont été distribués à travers les banques alimentaires de toutes les régions de la province et ailleurs au Canada. Dans tous les cas, ce type d'aide est la bienvenue, estime Jean-François Archambault.

«Avec l'inflation, l'augmentation du prix des aliments, l'accessibilité à cette période-ci de l'année, où on va avoir moins de légumes et de fruits frais du Québec, convient le responsable. Avec la pression aussi que les gens ont de suivre tous les principes du manger sainement, d'avoir une alimentation bio, locale, c'est beaucoup de choses pour une famille qui a de la difficulté à joindre les deux bouts.»

Pour une deuxième année consécutive, la Tablee des Chefs propose ses coffrets solidaires, un cadeau mettant de l'avant plusieurs produits réconfortants concoctés par des chefs d'ici. Tous les profits de ce coffret serviront ensuite à soutenir les programmes de l'organisme.

[Retour à la table des matières](#)



Longueuil: déploiement du projet policier RÉSO pour aider les plus vulnérables

Le Nouvelliste – 2021-12-08

Par : La Presse canadienne

<https://www.lenouvelliste.ca/2021/12/08/longueuil-deploiement-du-projet-policier-reso-pour-aider-les-plus-vulnerables-aaf3214da729c3aeed844025dbb448a7>

Le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) déploie ce mercredi le projet Policiers RÉSO dont le mandat est de venir en aide aux citoyens les plus vulnérables dans les cinq villes de l'agglomération de Longueuil.

Les 17 policiers du Réseau d'Entraide Sociale et Organisationnel (RÉSO) sont ainsi affectés à un secteur chacun afin d'effectuer de la prévention en collaboration avec des organismes locaux.

Le projet cherche à développer des liens de confiance avec la population. Les 17 policiers agiront auprès de personnes aux prises avec des dépendances ou de l'itinérance, de même qu'auprès de personnes âgées, de victimes de violence conjugale, d'agressions sexuelles ou de maltraitance.

La mairesse de Longueuil, Catherine Fournier, croit que le projet du SPAL incarne parfaitement le changement de culture policière déjà amorcé à Longueuil, en favorisant un dialogue constructif pour le mieux-être de la communauté.

La mairesse Fournier signale aussi que le gouvernement du Québec a octroyé 3,6 millions \$ au SPAL pour la mise en place des policiers RÉSO.

Les policiers RÉSO ont participé, du 25 octobre au 25 novembre, à un programme de développement constitué d'un stage d'immersion sociale et citoyenne d'une durée de cinq semaines, où le policier, sans arme ni uniforme a été plongé au cœur de diverses réalités dans sa communauté afin de le sensibiliser et d'influencer sa vision et son approche sur le terrain.

[Retour à la table des matières](#)



Remplir des sacs à mains de produits hygiéniques pour les femmes en situation d'itinérance

Méto – 2021-12-08

Par : Quentin Dufranne

<https://journalmetro.com/local/2740809/remplir-des-sacs-a-mains-de-produits-hygieniques-pour-les-femmes-en-situation-ditinerance/>

Le poste de quartier 38 reçoit jusqu'au 13 décembre prochain des dons de produits hygiéniques et de sac à main pour les femmes en situation d'itinérance.

L'opération «sac à main à remplir» lancée par le SPVM en collaboration avec l'entreprise Citron Hygiène vise à récupérer des sacs à main neufs ou légèrement usagers et de les remplir de produits d'hygiène.

Les sacs à main seront ensuite remplis de ces produits pour être ensuite redistribués le 16 décembre à des organismes venant en aide aux femmes en situation d'itinérance.

Les produits hygiéniques sont:

- Serviettes hygiéniques, tampons, culottes d'aisance
- Déodorant
- Savon et savon liquide pour le corps
- Lotion pour le corps
- Rasoirs
- Cotons-tiges et boules de coton
- Dentifrice, brosses à dents et soie dentaire
- Baume pour les lèvres et crème hydratante
- Coupe-ongles

Le poste de quartier 38 qui reçoit les dons se situe au 1033 rue Rachel Est.

Une initiative née il y a 6 ans

L'initiative a été lancée il y a près de six ans par le Service de police d'Ottawa. L'entreprise Citron Hygiène a pris connaissance de cette initiative il y a trois ans. Séduite par l'idée elle a décidé de contacter le service de police pour devenir commanditaire.

«On voulait une œuvre caritative où on pouvait œuvrer tout en demeurant dans notre domaine d'expertise, explique la porte-parole de Citron Hygiène, Edith Maltais. On sait que c'est un vrai problème pour les personnes dans le besoin».

Mme Maltais souligne que les produits d'hygiène sont trop coûteux pour les personnes en situation d'itinérance. Il n'ont donc d'autres choix que de se tourner vers les « moyens du bord » qui ne sont pas hygiéniques.

La distribution des produits dans des sacs à main était voulue afin de ne pas remettre les produits uniquement dans des sacs en plastique. Le but premier est de préserver la dignité des femmes en situation d'itinérance.



En plus des dons de la population, l'entreprise Citron Hygiène et certains de ses fournisseurs offrent aussi des produits d'hygiène tels que des tampons, serviettes des coupes ongles et des sacs à mains dans cette opération.

Citron Hygiène est l'un des principaux fournisseurs d'hygiène des toilettes commerciales, de solutions de lutte antiparasitaire et de produits hygiéniques au Canada.

[Retour à la table des matières](#)



De piquerie à maison de chambres

La Presse – 2021-12-10

<https://www.lapresse.ca/actualites/2021-12-10/hochelaga-maisonneuve/de-piquerie-a-maison-de-chambres.php>

La deuxième vie d'un immeuble de la rue Sainte-Catherine ravagé par un incendie en 2018

Après une histoire marquée par des activités criminelles, la drogue et la prostitution, une ancienne crackhouse d'Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, change de vocation. Vendredi, le 3629, rue Sainte-Catherine ouvrira de nouveau ses portes pour accueillir des gens de la rue qui ne cadrent dans aucun autre projet d'habitation sociale. Une première au Québec.

En couple, sans papiers d'identité, toxicomanes, travailleurs du sexe, avec des animaux ou des problèmes de santé mentale : toutes ces personnes seront les bienvenues dans la nouvelle maison de chambres inaugurée par l'organisme L'Anonyme à Montréal ce vendredi. Une première au Québec, selon le maire de l'arrondissement, Pierre Lessard-Blais.

L'édifice se trouve dans une zone particulièrement chaude du quartier de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, où la consommation de drogue et la prostitution font partie du quotidien.

Cette adresse – le 3629, rue Sainte-Catherine – était fréquentée jusqu'en 2018 par une quarantaine de personnes, dont seulement une poignée étaient locataires. L'immeuble est connu pour avoir abrité des piqueries ainsi que des activités criminelles liées à la prostitution et pour avoir été le lieu d'homicides et en proie à de l'insalubrité.

Ravagé par un incendie en 2018, l'édifice a ensuite été racheté par l'organisme communautaire L'Anonyme grâce au soutien de la Ville de Montréal. Après des travaux de rénovation échelonnés sur plusieurs années, l'organisme est prêt à accueillir ses premiers locataires.

Le projet d'un quartier

La maison de chambres abrite 14 logements, dont deux doubles, répartis sur trois étages. Chacun d'eux contient un lit, une petite table en bois avec deux chaises, un comptoir doté d'un évier, un micro-ondes et un petit réfrigérateur. Les futurs locataires auront aussi un accès commun à une cuisine, des salles d'eau, des douches et des toilettes.

Cette scène n'a rien à voir avec les images des lieux avant l'incendie. Des photos consultées par La Presse montrent un capharnaüm de meubles empilés, de toilettes sales et de bidons de peinture.

L'idée d'acquérir l'immeuble pour le transformer en projet communautaire date d'environ quatre ans. L'Anonyme – qui distribue partout à Montréal des seringues et des préservatifs dans son autobus d'intervention – connaissait bien les individus qui fréquentaient le 3629, rue Sainte-Catherine. « Plusieurs de ces personnes cherchaient de l'hébergement ou un logement, mais on n'était pas capables de les [diriger vers des organismes d'hébergement] », explique Julien Montreuil, directeur adjoint de L'Anonyme. « Soit parce qu'ils consommaient, soit parce qu'ils étaient en couple, parce qu'ils avaient des enjeux de santé psychologique ou même physique. »



En 2018, L'Anonyme est ainsi devenu porteur d'un projet qui ralliait tout le quartier. « Tout le monde s'est mobilisé pour créer quelque chose qui n'existait pas, le poste [de police] de quartier, les organismes, tous les élus », raconte Pierre Lessard-Blais, maire de l'arrondissement.

Le projet a bénéficié d'une subvention de près de 3,3 millions de dollars de la Ville de Montréal dans le cadre de sa stratégie 12 000 logements ainsi que d'un financement du gouvernement fédéral et du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Apprivoiser le voisinage

La Presse a discuté avec deux commerces situés tout près dans le quartier, qui ne croyaient pas que l'arrivée de cette nouvelle maison de chambres était problématique pour eux. « Il y en a encore, des crackhouses », a expliqué le propriétaire de La Bonne Bouffe Créole. « Ce n'est pas fini. Cette adresse, peut-être, mais il y en a d'autres, plein d'autres. »

« Je n'ai aucun problème avec ça », a aussi affirmé un voisin qui habite à proximité depuis 13 ans. « On est dans un quartier où il devrait y en avoir encore plus pour combattre l'itinérance et pour ceux qui voudraient se sortir de la rue. »

Selon Geneviève Groulx, qui réside un coin de rue plus loin, cette habitation est nécessaire. « Je suis absolument d'accord pour qu'il y ait des initiatives comme ça dans les quartiers où les gens se trouvent », a-t-elle affirmé.

Conscient que la cohabitation avec le voisinage peut parfois être difficile, L'Anonyme a fait du porte-à-porte en amont pour expliquer le projet. « Il faut voir le travail qui a été fait depuis trois ans pour préparer le terrain », explique Julien Montreuil.

Aider sans forcer

Dans la dernière semaine, L'Anonyme a mené de courtes entrevues pour choisir les futurs résidents du projet. Le processus de sélection est à l'opposé de ce qui se fait partout ailleurs. « Moins tu as d'options de logement, plus tu réponds aux critères », résume Julien Montreuil. Certains candidats choisis sont même des personnes qui fréquentaient auparavant le 3629, rue Sainte-Catherine.

Le projet a la particularité d'offrir du logement sans obliger les gens à recevoir de l'aide.

Souvent, le logement [social] devient conditionnel à des démarches d'amélioration de conditions de vie. Mais il y a une partie des personnes qui ne sont pas là-dedans du tout.

Julien Montreuil, directeur adjoint de L'Anonyme

Dans cette veine, aucun intervenant de L'Anonyme ne sera sur les lieux en tout temps. Un coordinateur viendra visiter l'édifice et offrir du soutien à la demande des résidents. Les autres organismes du quartier seront aussi impliqués dans la vie communautaire.

Si le projet fonctionne, il pourrait tracer la voie à d'autres du genre dans la province. « Il y a beaucoup d'yeux qui sont tournés vers le 3629, fait observer Pierre Lessard-Blais. Il y a un fort intérêt dans tout le Québec pour ce type d'habitation. »



40 %

Proportion du parc de maisons de chambres ayant disparu à Montréal de 1977 à 1987, selon un rapport du comité des sans-abri de 1987

Nombre de chambres individuelles à Montréal

En 2006 : 2915

En 2017 : 2400

Source : Rapport sur la sauvegarde des maisons de chambres du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

[Retour à la table des matières](#)



Étendre le programme Revenu de base : la dignité à l'année svp!

Le Journal de Montréal – 2021-12-10

Par : Front commun des personnes assistées sociales du Québec

<https://www.journaldemontreal.com/2021/12/10/etendre-le-programme-revenu-de-base-la-dignite-a-lannee-svp>

« Des fêtes en toute dignité », voilà l'un des slogans mis l'avant pour la guignolée de médias et son impressionnante campagne annuelle de dons se déroulant avant les Fêtes. Mais après Noël, qu'en est-il de la dignité?

Plus d'un million de personnes vivent en situation de pauvreté au Québec. De grands changements doivent être effectués dans les programmes d'aide gouvernementale si on veut réellement éliminer la pauvreté.

L'appel à la solidarité organisé par différents groupes pour aider les comptoirs alimentaires est peut-être une initiative louable, mais chaque année, le travail et à refaire comme si rien n'avait changé. Est-ce que des solutions misant sur la charité individuelle peuvent réellement venir à bout d'un problème structurel et social comme la pauvreté ?

Dans les circonstances, la réponse est clairement négative. La guignolée fait malheureusement figure d'un simple pansement qui sert à se donner bonne conscience, alors que l'on néglige les mesures collectives qui permettraient de lutter réellement contre la pauvreté qui fait violence sur des milliers de familles à l'année longue. La passivité et l'insensibilité du gouvernement sur cet enjeu sont plus que choquantes.

Le gouvernement doit faire plus

Le gouvernement ne semble pas comprendre que des gens n'arrivent même plus à se nourrir et à se loger convenablement. La prestation de base à l'aide sociale est actuellement de 708 \$ par mois. Ce n'est même pas suffisant pour vivre, alors imaginez pour passer un joyeux temps des fêtes!

Les personnes assistées sociales s'appauvrissent de plus en plus. Les chèques d'aide sociale ne sont que très peu indexés alors que le coût de la vie augmente de manière fulgurante. Il suffit de constater le débordement dans les banques alimentaires et les ressources en itinérance pour comprendre que les prestations d'aide de dernier recours sont insuffisantes.

En mai 2018, le gouvernement a adopté un projet de loi qui prévoit la mise en place du programme Revenu de base. Ce programme représente des augmentations progressives des prestations de la Solidarité sociale, qui devraient atteindre la Mesure du panier de consommation (MPC) en 2023.

Il s'agit d'un pas en avant, mais cette augmentation ne s'applique qu'à une petite minorité de prestataires de l'aide de derniers recours qui ont une contrainte sévère à l'emploi reconnue depuis plusieurs années. Tout le monde doit manger, tout le monde doit se loger, tout le monde devrait pouvoir couvrir ses besoins de base. Toutes les personnes en situation de pauvreté devraient avoir un revenu de base couvrant l'entièreté de leurs besoins essentiels.



Pour sortir de la pauvreté

C'est pourquoi le Front commun de personnes assistées sociales du Québec lance sa Campagne intitulée Le Programme de Revenu de base, un minimum pour sortir de la pauvreté. Avec un montant couvrant les besoins essentiels, les personnes en situation de pauvreté pourraient enfin manger convenablement à Noël, mais elles auraient peut-être également la chance de briser l'isolement avec des activités entre amis ou en visitant leur famille durant le temps des Fêtes.

Les militants et militantes du Front commun des personnes assistées sociales du Québec

[Retour à la table des matières](#)



Quand la rue nous guette, il y a « l'équipe »...

Le Nouvelliste – 2021-12-12

Par : Paule Vermot-Desroches

<https://www.lenouvelliste.ca/2021/12/12/quand-la-rue-nous-guette-il-y-a-lequipe-84286329df22817119d8465d603cf6f7>

CHRONIQUE / Jeffrey-James cogne à la porte de Denise. Quelques minutes avant, il s'est arrêté au service au volant du Tim Hortons pour aller lui chercher un grand café. Il sait que ça va lui faire du bien. Denise nous ouvre la porte. La machine à laver est en marche, le chien dort sur le lit. Elle, elle a passé une nuit «pas si pire». À voir le grand sourire qui s'imprime sur son visage, je devine que le café est le bienvenu. Aujourd'hui, pour Denise, c'est une bonne journée.

Ça fait maintenant un an et demi que Denise Houle habite ce petit logement de la rue Sainte-Angèle, à Trois-Rivières. Auparavant... comment dire? Il y a eu tellement de choses qui se sont passées auparavant. Il y a eu la mort de son fils. Une violente gifle qui l'a clouée au sol, et dont elle n'a jamais pu se relever. Il y a eu ce moment où elle a quitté son emploi, incapable de fonctionner, et où elle a quitté son logement, puisque chaque coin, chaque pièce, chaque détour lui rappelait trop son fils. Il y a eu l'itinérance, le Centre Le Havre qui lui est souvent venu en aide. Il y a eu beaucoup de hauts, de bas, des montagnes russes qui l'ont fait virevolter à travers la vie, pas toujours avec un grand bonheur.

Et il y a eu «l'équipe». Quand la dame de 62 ans en parle, c'est un peu comme si elle nous parlait de sa propre famille. «L'équipe», c'est la seule visite qu'elle recevra cette semaine. Ce sont pas mal les seules personnes, mis à part un ou deux voisins, qui se soucient de savoir si elle va bien.

«L'équipe», c'est l'Équipe d'accompagnement dans la communauté. Un projet qui est né de la concertation du CIUSSS Mauricie et Centre-du-Québec et de nombreux organismes communautaires, dont Le Havre, Tandem Mauricie, Domrémy, Ebyôn et le Réseau d'habitation communautaire de la Mauricie.

Autour de la table de cette belle équipe, neuf intervenants, infirmiers, travailleurs sociaux se partagent la tâche de rejoindre ceux et celles qui sont en processus de désaffiliation sociale, qui sont réfractaires aux services offerts à la population, qui jonglent entre l'itinérance et la stabilité résidentielle. Des personnes à qui la vie a fait de ces jambettes dont il est souvent difficile de se relever. Comme Denise Houle.

Ce matin-là, c'est son intervenant Jeffrey-James Lygitsakos qui vient lui porter son café et passer un petit moment avec elle. Il s'assurera qu'elle ne manque de rien, qu'elle a pris ses médicaments, qu'elle n'a pas besoin d'un suivi médical, qu'elle va bien physiquement et émotionnellement.

«L'équipe, c'est ma famille. Une chance que je les ai, une chance que Jeffrey est là. C'est souvent la seule personne à qui je parle. Il m'aide beaucoup, et parfois même, il m'empêche de prendre des mauvaises décisions», indique-t-elle.

À quelques rues de là, ce même matin de novembre, l'infirmier Éric Bergeron s'en va voir Michel (nom fictif) pour le préparer à son rendez-vous de l'après-midi. Il doit passer des prises de sang



et doit être à jeun. Éric veut être certain qu'il ne mangera pas. Michel pourrait facilement ne pas y penser. D'ailleurs, il pourrait aussi facilement ne pas se rendre à son rendez-vous si Éric n'était pas là. Comme bien d'autres personnes dans sa situation, Michel a parfois du mal à s'organiser.

On cogne à la porte, et visiblement on vient de le réveiller. L'homme dort sur le canapé d'un ami. Auparavant, il a fréquenté l'organisme Point de Rue, auprès duquel il a été mis en contact avec l'équipe. Officiellement, il n'a pas d'adresse, mais il nous annonce qu'il vient juste de se trouver un petit trois et demi. Pour pas trop cher. Il va emménager dans trois semaines.

Éric Bergeron prend sa pression tout en discutant avec lui. Michel nous confie qu'il a subi des opérations pour des tumeurs au cerveau, et présente plusieurs problèmes de santé. Sa pression est haute, très haute, et il faudra lui rappeler de prendre ses médicaments. Mais de son propre aveu, Michel oublie. Il n'y pense pas. C'est difficile, c'est compliqué.

«Notre travail, c'est d'être là pour eux, mais on ne force rien. On les aide à reprendre du pouvoir sur leur vie. Je vais l'aider à se préparer pour ses prises de sang, je vais aller le reconduire... mais je ne peux pas prendre ses médicaments à sa place. L'idée est de les accompagner, d'être là. Si les gens veulent de nos services, nous sommes là. Mais s'ils ne sont plus réceptifs, on ne force rien. Des fois, on peut se retirer de la vie d'une personne pendant des mois, et elle nous rappelle ensuite si elle se sent prête à recommencer. Et nous, on sera là quand elle rappellera», m'explique Éric Bergeron.

À chaque fois que c'est une bonne journée pour la personne, c'est aussi une petite victoire pour l'équipe.

En fonction des périodes, entre 100 et 125 personnes peuvent être suivies par l'équipe, confirme Mélissa Descôteaux, chef d'équipe et travailleuse sociale en santé mentale au CIUSSS-MCQ. Par le biais des organismes représentés autour de la table, on arrive à identifier des personnes qui pourraient avoir besoin de ce suivi. Des gens qui commencent à se désorganiser, qui pourraient facilement basculer vers l'itinérance. Des gens qui ont rompu avec le système, qui ne sont plus réseautés dans le milieu de la santé. Des situations qui peuvent également exacerber des troubles de santé physique ou mentale, de même que de les entraîner dans le système judiciaire ou pénal. Bref, une roue sans fin que l'équipe tentera de ralentir, même de freiner, en s'adaptant au rythme et aux besoins de la personne.

Ayant pignon sur rue au Centre Le Havre, l'équipe se retrouve très souvent en contact direct avec ces clientèles, qu'elle peut prendre en charge par la suite. Il arrive aussi qu'on travaille en collaboration avec l'Équipe des soins de proximité, qui travaille également dans ces mêmes organismes, mais auprès des clientèles itinérantes. Cette autre entité peut compter sur l'appui de médecins, infirmières, travailleurs sociaux, qui vont jusqu'aux gens qui sont les plus en marge de la société.

À l'intérieur des murs du Havre, l'Équipe d'accompagnement dans la communauté travaillera aussi en étroite collaboration avec les intervenants et l'infirmière sur place. Le lien de confiance est là, parfois bien plus qu'à l'hôpital ou dans n'importe quel établissement du réseau de la santé.

Il arrive même que lorsqu'un bénéficiaire se retrouve en prison, l'infirmière se rende à l'établissement pour le visiter. Pour lui tenir compagnie quelque temps, mais aussi pour garder ce lien étroit, car on sait qu'un jour, il sortira. Et que ce jour, la rue le guettera de nouveau. Il faut qu'il sache qu'il peut compter sur une présence si c'est le cas...



Denise, elle, a réussi à se sortir de la rue et à intégrer ce logement il y a 18 mois. Tout est toujours un peu fragile, la désorganisation peut survenir à tout moment. Mais elle tient bon. Et sans véritablement le savoir, elle apporte énormément en retour à son intervenant.

«Ces rencontres-là, ces personnes-là, c'est d'une richesse infinie sur le plan humain. On les aide beaucoup, mais ils nous apprennent aussi en retour. Moi, j'estime que je suis privilégié, choyé, qu'une personne comme elle accepte de me faire confiance et de me laisser entrer dans sa vie pour l'aider», confie Jeffrey-James Lygitsakos.

Ce jour-là, pour Denise, c'était une bonne journée. Ce jour-là, pour Jeffrey, c'était une autre petite victoire.

[Retour à la table des matières](#)



L'organisme Transit Sept-Îles inaugure un réfrigérateur public

Radio-Canada – 2021-12-13

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1846989/transit-sept-iles-frigo-aide-pauvrete-nourriture>

Le réfrigérateur public va permettre aux personnes dans le besoin de se servir en nourriture et aux personnes qui le souhaitent de faire des dons alimentaires.

Le directeur général de Transit Sept-Îles, David Leboeuf, explique que l'organisme réfléchissait à ce projet depuis quelque temps.

« C'est une mesure qui ne coûte rien, on a fait un cabanon, on a mis un frigo et on met des règles. »

— Une citation de David Leboeuf, directeur de Transit Sept-Îles

Les donateurs doivent inscrire la date de dépôt sur les denrées et indiquer la présence d'aliment allergène.

David Leboeuf rapporte que depuis le début de la pandémie, davantage de gens de la classe moyenne font des demandes d'aide. Lorsque ceux-ci ont dépassé leur quota d'aide alimentaire, ils peuvent donc ainsi se tourner vers le réfrigérateur public.

Le frigo sera également cadenassé la nuit pour des raisons de sécurité.

Par ailleurs, pour poursuivre sa mission Transit Sept-Îles a modifié récemment son offre d'hébergement et accueille aussi des personnes en situation d'itinérance chronique.

[Retour à la table des matières](#)



Une collecte de vêtements pour réchauffer ceux qui en ont besoin

L'Action – 2021-11-13

Par : Jason Joly

<https://www.laction.com/article/2021/12/13/une-collecte-de-vetements-pour-rechauffer-ceux-qui-en-ont-besoin>

Les propriétaires de La Friperie d'Karo et du Bistro L'autre Bar organisent une collecte de vêtements chauds dans le but de les distribuer aux personnes sans-abris de Joliette. L'hiver étant une période difficile, les entreprises voulaient contribuer à aider ces gens qui sont trop souvent mis de côté selon elles.

Une belle collaboration

Chloé Martel Laroche, du Bistro L'autre Bar, et Annie Tremblay, de la Friperie d'Karo, invitent les Joliettains à venir donner des vêtements de tous genres directement dans leur établissement. Des boîtes sont mises à la disposition des visiteurs pour récolter les dons qui seront ensuite remis aux personnes sans-abris ou dans le besoin se trouvant à Joliette.

Il s'agit de la première collaboration entre les deux organisatrices qui se sont rencontrées lors d'une soirée karaoké tenue au bistro. « Nous avons décidé de nous associer pour faire à deux ce projet. Il y a beaucoup d'aide pour les familles, mais, pour les personnes sans-abris, à part la Nuit des sans-abris, il n'y a rien », se désole Chloé Martel Laroche.

La Friperie d'Karo compte aussi donner 10 cartes-cadeaux de 15\$ aux bénéficiaires de l'organisme l'Original tatoué. Quant au Bistro L'autre Bar, il fera tirer 5 cartes-cadeaux de 25\$ à sa clientèle pour aller à la friperie dans le but d'encourager les gens à offrir des vêtements et autres dons. Mme Martel Laroche compte également aider d'une autre façon les personnes fréquentant l'Original tatoué : « Nous allons préparer des repas complets pour les bénéficiaires de l'organisme qui n'en a pas assez. »

Les citoyens sont également invités à venir porter leurs dons à la Friperie d'Karo située sur la rue Notre-Dame à Joliette.

Les bas en priorité

Les propriétaires souhaitent mettre en marche cette collecte jusqu'au 10 janvier 2022 environ puisque la saison de l'hiver est vraiment une période difficile pour les personnes en situation d'itinérance. À la fin de la collecte, les vêtements seront remis à Hébergement d'urgence Lanaudière qui s'assurera de les offrir à ses pensionnaires. Cependant, Mme Martel Laroche compte aussi distribuer plusieurs articles reçus durant la collecte afin de faire attendre le moins longtemps possible les personnes sans-abris : « Lorsque la boîte est pleine, nous allons porter les vêtements et nous la ramenons pour en avoir plus. »

En discutant avec quelques personnes en situation d'itinérance se trouvant au centre-ville de Joliette, la restauratrice a découvert que l'une des choses dont elles ont le plus besoin c'est des bas. Même si les manteaux sont importants, Chloé Martel Laroche souligne « qu'il ne faut pas oublier que les bas, les tuques et les mitaines sont des choses que l'on perd ou qui deviennent facilement trempées. »



Ayant elle-même étudié dans le domaine du travail social, mais ayant décidé de « réaliser un rêve d'enfant » qui est d'ouvrir un restaurant, elle est très enthousiaste d'organiser ce projet : « C'est ma façon d'aider dans un domaine dans lequel j'étais déjà à l'aise. Si je suis capable de combiner les deux, ça me rend heureuse. »

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Afrique de l'Ouest et centrale : 38 millions de personnes menacées par la faim, l'ONU appelle à agir dès maintenant

Nations Unies – 2021-12-07

<https://news.un.org/fr/story/2021/12/1110162>

Près de 38 millions de personnes sont menacées par la faim en Afrique de l'Ouest et du centre à cause de l'impact de la pandémie due au coronavirus, de la sécheresse et de l'insécurité dans la région, a averti mardi l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM).

Les deux agences onusiennes estiment que la situation va encore empirer.

Si des mesures rapides ne sont pas prises, près de 36 millions de personnes devraient souffrir de la faim dans cette région entre juin et août 2022, période difficile pour l'alimentation, dite de « soudure », avant les prochaines récoltes. Il s'agit d'une augmentation de 24 % par rapport à 2020.

En outre, 2 millions de personnes en République centrafricaine (RCA) ont besoin d'une aide humanitaire urgente. Au total, 38 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, au Cameroun et en RCA ne seront pas en mesure de satisfaire leurs besoins fondamentaux, y compris alimentaires, sans aide extérieure.

Les récentes analyses de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle du Cadre Harmonisé dans la région, révèlent que, pour la période d'octobre à décembre 2021, 26 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Il s'agit de la « phase 3 ou pire » du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Une mère déplacée nourrit son bébé avec une pâte à base d'arachide lors d'un exercice d'évaluation de la famine mené par le PAM au Nigeria. © PAM/Arete/Siegfried Modola

Une mère déplacée nourrit son bébé avec une pâte à base d'arachide lors d'un exercice d'évaluation de la famine mené par le PAM au Nigeria.

Plus de 13.000 personnes « près de la famine » au Nigeria

Dans ce lot, environ plus de 800.000 personnes en situation d'urgence (Phase 4) en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi qu'au Cameroun.

« Parmi ces 36 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 ou pire), près de 2,6 millions seront en situation d'urgence (Phase 4) lors de la prochaine période de soudure, de juin à août 2022 », a déclaré lors d'une conférence de presse virtuelle depuis Dakar (Sénégal), Amadou Diop, conseiller régional pour le Bureau de la FAO au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Plus grave encore, environ 13.500 personnes connaîtront une situation catastrophique (phase 5 du système d'alerte précoce), c'est-à-dire « des conditions proches de la famine, dans certaines régions inaccessibles de l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria ».

« La situation est grave. L'insécurité alimentaire s'étend dans la région », a affirmé le responsable principal de l'évaluation et du suivi du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ollo Sib.



« Presque partout où nous sommes allés, les populations sont inquiètes », a-t-il ajouté.

Au rang des principales préoccupations, la « mauvaise saison des pluies », conduisant à de mauvaises récoltes et à un déficit de pâturages et d'eau pour le bétail.

Un panier ménager 30 à 40 % plus cher que dans le reste du monde

« Lorsqu'on leur a demandé de fournir une année de référence afin de comprendre la gravité de la situation, les personnes que nous avons rencontrées ont comparé la situation actuelle à celle que la région a connue en 2011, 2017 ou 2019, notamment en Mauritanie, dans la région du lac Tchad et dans le Sahel central. Ces années ont été exceptionnellement sèches dans le Sahel, où une sécheresse massive a touché des millions de personnes en Afrique de l'Ouest », a fait valoir M. Sib.

Il ressort également de la mission des experts de l'ONU au Cameroun, et même au Sénégal, « les gens s'inquiètent du coût élevé de la nourriture, en général 30 à 40 % plus élevé que dans le reste du monde ». Le prix des aliments a « grimpé en flèche dans de nombreux pays », réduisant l'accès à la nourriture.

À Bol, dans la région du Lac Tchad, les éleveurs vendent du bétail pour acheter des céréales. L'année dernière, avec un bovin vendu, ils pouvaient acheter 7 sacs de mil, voire plus. « Mais cette année, ils m'ont dit qu'ils ne recevaient que 5 sacs de millet », a expliqué le Responsable principal de l'évaluation et du suivi du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Par ailleurs, les populations s'inquiètent, notamment au Sahel et au Nigeria, « de l'insécurité persistante, des fragilités institutionnelles, de la multiplication des conflits intercommunautaires », a fait remarquer M. Sib.

Toujours en Afrique de l'Ouest, les populations du Nord de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo s'inquiètent aussi « de l'expansion des activités des groupes armés vers les pays côtiers ».

Le coût de l'inaction pourrait être élevé, avertit le PAM

En plus de cette insécurité et des conditions climatiques, les populations doivent encore faire face aux effets à long terme de la pandémie de Covid-19.

« Les populations sont accablées », a dit M. Diop, relevant que l'extrême pauvreté a augmenté de 3 % entre 2020 et 2021 en Afrique de l'Ouest.

Face à cette situation, une planification anticipée et des actions précoces sont nécessaires. D'autant que la disponibilité réduite des pâturages et la mobilité limitée due à l'insécurité poseront d'énormes défis aux éleveurs au cours des prochains mois. Dans le même temps, dès le début de 2022, les pays sont invités à investir de manière adéquate dans la préparation de la prochaine saison agricole.

Pour l'ONU, il s'agit d'investir dans les moyens de subsistance des populations pour éviter une aggravation de l'insécurité alimentaire.

« Garantir un accès immédiat à la nourriture, une production alimentaire soutenue et préserver les systèmes alimentaires constituent la réponse humanitaire la plus rentable, ouvrant la voie au



redressement, en particulier dans les zones touchées par des conflits, comme la région du Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad », a souligné M. Diop.

De son côté, le PAM avertit que le coût de l'inaction pourrait être élevé.

« La communauté internationale doit intervenir avant que la période de soudure n'entraîne une augmentation des besoins », a fait remarquer M. Sib.

Dans cette course contre la montre en Afrique de l'Ouest et centrale, l'objectif est désormais « de renforcer la résilience des communautés et d'agir maintenant pour empêcher une hausse évitable des taux de malnutrition ».

[Retour à la table des matières](#)



Éthiopie L'ONU suspend des distributions de nourriture

La Presse – 2021-12-08

Par : Agence France-Presse

<https://www.lapresse.ca/international/afrique/2021-12-08/ethiopie/l-onu-suspend-des-distributions-de-nourriture.php>

« Des pillages massifs d'entrepôts à Kombolcha ces derniers jours, apparemment par des éléments des rebelles tigréens et des membres de la population locale » ont été déplorés à Kombolcha, ville de la province d'Amhara, a rapporté Stéphane Dujarric, lors de son point-presse quotidien.

« De grandes quantités de vivres, y compris des produits nutritionnels pour les enfants malnutris, ont été volées et pillées », a-t-il précisé, soulignant que ces vols risquaient d'accroître l'insécurité alimentaire dans le nord de l'Éthiopie, même si le volume de ce qui a été dérobé restait à déterminer.

Ces attaques ont mené à la suspension de la distribution de nourriture dans les villes de Dessie et Kombolcha, a ajouté M. Dujarric.

Dans les provinces du Tigré, d'Amhara et d'Afar, ce sont maintenant au total « 9,4 millions de personnes qui se retrouvent en situation critique d'assistance alimentaire », a-t-il ajouté, en notant la hausse substantielle de cette nouvelle estimation.

L'ONU estime le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire d'urgence à 5,2 millions au Tigré, 534 000 dans la province d'Afar et 3,7 millions dans celle d'Amhara, a-t-il dit.

« Les équipes du PAM sur le terrain n'ont pas été en mesure d'empêcher les pillages alors qu'elles faisaient face à une forte intimidation et étaient sous la menace d'armes », a indiqué le porte-parole, en dénonçant une violence « inacceptable » à l'égard d'employés de l'ONU.

Le gouvernement éthiopien a récemment annoncé la reprise de Dessie et Kombolcha, carrefours stratégiques sur la route vers la capitale. Les rebelles tigréens ont démenti tout avantage militaire, affirmant que l'armée n'avait récupéré que des zones abandonnées après des retraits stratégiques des rebelles.

La guerre qui dure depuis plus d'un an dans le nord de l'Éthiopie a éclaté en novembre 2020 après qu'Abiy Ahmed a envoyé l'armée dans la région septentrionale du Tigré afin d'en destituer les autorités locales, issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui défiaient son autorité et qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires.

[Retour à la table des matières](#)



SMEDAN empowers 160 women in Agric-business in Niger

The Nation – 2021-12-12

By : Justina Asishana

<https://thenationonlineng.net/smedan-empowers-160-women-in-agric-business-in-niger/>

The Small and Medium Enterprises Development Agency of Nigeria (SMEDAN) has empowered 160 women agric-preneurs in Niger State with an N5 million grant.

The empowerment, which was done under the Women in Self Employment Programme (WISE-P) had women drawn from 16 cooperative societies across Niger State and trained for two weeks on how to effectively improve their capacity in agric-business.

The Director-General of SMEDAN, Umar Dikko Radda, gave out the grant during the closing ceremony of the Women in Self Employment Programme (WISE-P) at the Abdulsalam Youth Center, Minna.

According to Umar, each of the 16 cooperative societies where the women belonged would be given N312,500.

The Director-General who was represented by the Niger State SMEDAN Manager, Mr Folorunsho Ibrahim, said the WISE-P training and empowerment programme is under the SMEDAN new Agric-business Development and Extension department which is focused on providing capacity building with associated empowerment grants to existing women agric-preneurs.

The DG said the women empowerment programme is aimed at achieving the President's vision of taking one million persons out of poverty in the next four years.

“These grants would procure for them the required mindset and financial enablement to place their businesses on the needed sound footing for impact, in terms of profit and diversification”, he said.

One of the beneficiaries, Helen Saba, said 10 members of her cooperative society are beneficiaries of the grant, saying they would ensure judicious use of the fund.

The Chairperson of SWOFON, Grace Disa said the grant is coming at the right time, as her members would be able to use it to buy seedlings for the next planting season.

She called on the government to invest more in women farmers and allow them to procure gender-friendly equipment to reduce the tedious menial work they go through.

[Retour à la table des matières](#)



Crever de faim en 2021... vraiment?

Le Journal de Montréal – 2021-12-13

Par : Richard Latendresse

<https://www.journaldemontreal.com/2021/12/13/crever-de-faim-en-2021-vraiment>

Il ne s'agit pas de se culpabiliser à l'approche des Fêtes. Reste que pendant que nous nous soucions de la hausse des prix, des ratés des chaînes d'approvisionnement et des cadeaux que nous ne pourrions pas offrir, la famine menace des millions de personnes. En 2021 !

Par hasard, je suis tombé la semaine dernière sur un reportage me rappelant le drame que connaît le sud de Madagascar. C'est loin de tout et de tout le monde, le sud de Madagascar, et pourtant, on y vit concrètement les conséquences de ces changements climatiques qui nous épouvantent tous.

Cinq années de sécheresse ont transformé l'environnement, et là où s'écoulaient de larges rivières, les habitants doivent creuser le sol pour dégager un peu d'eau boueuse. Les enfants sont rachitiques, amorphes ; les mères, découragées. La mort guette plus d'un million de Malgaches qui n'ont plus rien à manger.

Écoutez la chronique de Richard Latendresse, correspondant TVA nouvelles à Washington au micro de Benoit Dutrizac à QUB radio :

L'AFRIQUE AFFAMÉE

Madagascar, dans sa misère, est un cas à part. Parmi les pays souffrant de la faim, il est le seul à ne pas être ravagé également par un conflit armé. Comme, par exemple, au centre du continent avec le trio Tchad, République centrafricaine et République démocratique du Congo.

Une centaine de groupes armés terrorisent la population dans l'est du Congo, en dépit de la présence de 16 000 Casques bleus de l'ONU. Plus de cinq millions de Congolais ont dû fuir leurs villages, provoquant ce que l'on considère être la plus grande crise alimentaire d'Afrique.

Au nord, en République centrafricaine, dix années d'instabilité et de violence ethnique ont poussé les deux tiers de la population vers la crise humanitaire : 40 % des enfants souffrent d'un retard de croissance et 11 % meurent avant l'âge de cinq ans.

Un peu plus loin, le Tchad, déchiré par les violences – notamment islamistes – mais aussi par les extrêmes climatiques, ne parvient pas non plus à nourrir sa population : un habitant sur trois est sous-alimenté.

QUAND FAMINE S'ÉCRIT AVEC TROIS C

Il y a donc les changements climatiques qui bouleversent des modes de vie ancestraux, les conflits armés qui sèment terreur et désolation, puis un troisième C, la COVID-19, qui est venue isoler des populations et entraver des programmes d'aide et de développement essentiels.



On juge, en fait, que la pandémie a, à elle seule, brisé l'élan pour atteindre les objectifs de développement durable que s'étaient donnés les Nations Unies, dont celui de Faim « Zéro » en 2030. Au rythme où progresse l'insécurité alimentaire, au Sahel entre autres et en Afrique de l'Ouest, huit années – puisque nous avons déjà épuisé 2021 – ne seront pas suffisantes.

Il est tentant devant une telle détresse de s'abandonner sinon au désespoir, tout au moins à une forme de renoncement, de détachement : « On n'en viendra jamais à bout ».

Certains, heureusement, gardent espoir : au Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, par exemple. On s'active un peu partout, on lance des cris d'alarme et on secoue l'indifférence des pays riches. Ils n'ont pas le choix, disent-ils ; le prix de ne rien faire se mesurera en vies perdues.

DES PAYS OÙ L'ON CRIE FAMINE

SOMALIE

Plongé depuis 30 ans dans l'insécurité et l'instabilité politique, le pays subit, en plus, une sécheresse depuis une décennie.

59,5 % de la population est sous-alimentée

31,9 % des enfants souffrent d'un retard de croissance.

HAÏTI

Dix années de crises humanitaires successives ont accentué l'insécurité alimentaire dans le pays : tout près d'un habitant sur deux est sous-alimenté.

La déforestation et les bouleversements climatiques aggravent les conditions de vie, et 2,6 millions d'Haïtiens ont un besoin immédiat d'aide humanitaire.

YÉMEN

Les sept années de guerre civile que connaît le pays ont engendré la pire crise humanitaire sur la planète.

16 des 19 millions de Yéménites vivent l'insécurité alimentaire au quotidien et des millions d'entre eux sont confrontés à la famine.

LIBÉRIA

Après 14 ans de guerre civile, le pays a dû répondre à la pire épidémie du virus Ebola au monde : plus de 4000 personnes en sont mortes. C'est maintenant la Covid-19 qui menace.

Près de 40 % de la population est sous-alimentée et un enfant sur trois souffre d'un retard de croissance.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Centraide lance son Cercle des donateurs majeurs

L'Info du Nord – 2021-12-01 – p. 21

Par : Isabelle Houle

ACTUALITÉS

Centraide lance son Cercle des donateurs majeurs

ISABELLE HOULE
ihoule@inmedias.ca

Centraide Hautes-Laurentides pourra désormais compter davantage sur des donateurs majeurs. Conscient que le besoin est criant dans la région, Christian Giroux veut mobiliser les mieux nantis. Donner autour de soi ne peut, selon lui, qu'être gratifiant.

« Traditionnellement, le gros des collectes de fonds de Centraide se faisait via les campagnes en milieu de travail. Le premier job que j'ai eu, c'était dans une compagnie très impliquée avec Centraide. Ça fait 20 ans que, de fil en aiguille, on donne un peu plus à chaque fois », explique M. Giroux, qui vient de devenir le premier président du Cercle des donateurs majeurs, nouvellement créé.

Récemment installé de façon permanente à Mont-Tremblant, l'homme a constaté que plusieurs personnes autour de lui sont dans le besoin. « Ça a été plus qu'une surprise de constater ça, ça a été une grosse déception. Je me suis dit : « Coudonc, avec tout ce que je vois, je fais partie des privilégiés. Je constate que finalement, les gens viennent ici la fin de semaine, ils partent et ne laissent pas leurs empreintes nécessairement de façon positive », raconte-t-il.

PENSER AUX AUTRES
En effet, Centraide ressort que près de 5000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans la région. On constate aussi l'isolement des personnes. « Avec les campagnes que j'ai faites pour Centraide (via son milieu de travail), j'ai vraiment été conscient. Moi, dans la vie, c'est l'égalité des chances qui vient me chercher. Je vois les personnes âgées qui sont seules autour de moi. J'en aide 3-4 parce que plein de gens sont seuls la semaine. En tant que donateur, je trouve que c'est Centraide qui a le plus gros impact dans la communauté dans son ensemble. Favoriser l'inclusion sociale, c'est ça ma cause à moi et il faut que ce soit la cause des gens qui viennent à Centraide », ajoute Christian Giroux. C'est pourquoi il a mis en place le Cercle des donateurs majeurs. Les gens qui souhaitent en faire partie (entrepreneurs ou particuliers) doivent faire une contribution annuelle à Centraide de 2500\$ minimum. « Personnellement, j'ai l'ambition qu'on soit une cinquantaine de gens donateurs d'ici 3 ou 4 ans. [...] C'est un engagement, non seulement je donne à la hauteur de mes capacités, mais aussi, je m'engage à faire de la sollicitation individuelle toute l'année. [...] Si on a des leaders dans la communauté qui s'impliquent, des gens connus le mondialement dans la région, le bouche-à-oreille peut jouer son rôle et là, les gens embarquent », explique-t-il.

Le lancement officiel du Cercle des donateurs majeurs a eu lieu le 19 novembre au P'tit Caribou de Mont-Tremblant. « une belle occasion de semer des graines et de rentrer ça dans la tête des gens », conclut M. Giroux.

VOLVO
LE TOUT NOUVEAU
V90 CC 2022

**VENEZ LE VOIR !
VENEZ L'ESSAYER !
MAINTENANT EN CONCESSION !**

**ALBI Volvo Ste-Agathe
819 326-4775
ON VOUS ATTEND!**

TA RADIO MUSICALE N°1

**AVEC PRÈS DE
150 000 AUDITEURS**

UN NOUVEAU SOMMET!

**cime 103.9
101.3**

**LES LAURENTIDES
DANS TA RADIO**

**COGECO
MEDIA**

SOURCE : STATSRADIO, AUTOMNE 2021, L-D 5H-24H, CILA-CIME, PORTÉE HEBDO, A18+, RAYONNEMENT TOTAL

Centraide Hautes-Laurentides pourra désormais compter davantage sur des donateurs majeurs. Conscient que le besoin est criant dans la région, Christian Giroux veut mobiliser les mieux nantis. Donner autour de soi ne peut, selon lui, qu'être gratifiant.

« Traditionnellement, le gros des collectes de fonds de Centraide se faisait via les campagnes en milieu de travail. Le premier job que j'ai eu, c'était dans une compagnie très impliquée avec Centraide. Ça fait 20 ans que, de fil en aiguille, on donne un peu plus à chaque fois », explique M. Giroux, qui vient de devenir le premier président du Cercle des donateurs majeurs, nouvellement créé.

Récemment installé de façon permanente à Mont-Tremblant, l'homme a constaté que plusieurs personnes autour de lui sont dans le besoin. « Ça a été plus qu'une surprise de constater ça, ça a été une grosse déception. Je me suis dit : « Coudonc, avec tout ce que je vois, je fais partie des privilégiés. Je constate que finalement, les gens viennent ici la fin de semaine, ils partent et ne laissent pas leurs empreintes nécessairement de façon positive », raconte-t-il.



PENSER AUX AUTRES En effet, Centraide ressort que près de 5000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans la région. On constate aussi l'isolement des personnes. «Avec les campagnes que j'ai faites pour Centraide (via son milieu de travail), j'ai vraiment été conscientisé. Moi, dans la vie, c'est l'égalité des chances qui vient me chercher. Je vois les personnes âgées qui sont seules autour de moi. J'en aide 3-4 parce que plein de gens sont seuls la semaine. En tant que donateur, je trouve que c'est Centraide qui a le plus gros impact dans la communauté dans son ensemble. Favoriser l'inclusion sociale, c'est ça ma cause à moi et il faut que ce soit la cause des gens qui viennent à Centraide», ajoute Christian Giroux. C'est pourquoi il a mis en place le Cercle des donateurs majeurs. Les gens qui souhaitent en faire partie (entrepreneurs ou particuliers) doivent faire une contribution annuelle à Centraide de 2500\$ minimum. «Personnellement, j'ai l'ambition qu'on soit une cinquantaine de grands donateurs d'ici 3 ou 4 ans. [...] C'est un engagement; non seulement je donne à la hauteur de mes capacités, mais aussi, je m'engage à faire de la sollicitation individuelle toute l'année. [...] Si on a des leaders dans la communauté qui s'impliquent, des gens connus le moins dans la région, le bouche-à-oreille peut jouer son rôle et là, les gens embarquent», explique-t-il.

Le lancement officiel du Cercle des donateurs majeurs a eu lieu le 19 novembre au P'tit Caribou de Mont-Tremblant, «une belle occasion de semer des graines et de rentrer ça dans la tête des gens», conclut M. Giroux.

[Retour à la table des matières](#)